

CHAPITRE 6

LE CHÔMAGE ET LES POLITIQUES DE L'EMPLOI

LIVRET DE L'ÉLÈVE

Terminale STMG - Économie

CAPACITÉS VISÉES

- Calculer le taux de chômage et le taux d'emploi
- Décrire l'évolution du taux de chômage et du taux d'emploi
- Définir ce que sont une situation de plein-emploi et une situation de sous-emploi
- Identifier les différentes politiques de l'emploi et les catégoriser en politiques actives ou passives

SÉANCE
1**Calculer le taux de chômage et décrire son évolution** **OBJECTIFS DE LA SÉANCE**

- Comprendre la définition du chômage au sens du BIT
- Savoir calculer le taux de chômage
- Décrire l'évolution du chômage en France depuis les années 1970

ACTIVITÉ 1 : Comprendre la définition du chômage **Document 1 : La définition de l'Insee : le chômage au sens du BIT**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT) dans le but d'uniformiser les critères de comparaison pour mesurer le chômage, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de 3 mois.

Remarque : un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à France Travail (et inversement).

Source : Insee

1. À quoi sert la définition internationale du chômage ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *La définition internationale du chômage permet de faire des comparaisons entre les pays car tous utilisent les mêmes critères pour mesurer le chômage.*

2. Indiquez si les personnes suivantes sont comptabilisées comme chômeurs au sens du BIT :

✓ **Correction :**

a) Une personne sans emploi qui s'est découragée et ne cherche plus de travail.

.....

✓ **Correction :** *Non, car elle ne cherche pas activement un emploi (3ème critère non respecté).*

b) Un individu inscrit à France Travail pour trouver un emploi à temps plein alors qu'il est employé en CDD à temps partiel.

.....

✓ **Correction :** *Non, car il a un emploi (1er critère non respecté). Il est en situation de sous-emploi.*

c) Une personne victime d'un licenciement économique ayant cessé son travail le mois dernier.

✓ **Correction :** *Oui, si elle est disponible et recherche activement un emploi (les 3 critères sont respectés).*

ACTIVITÉ 2 : Calculer et analyser le taux de chômage

DÉFINITION : Taux de chômage

Le taux de chômage mesure la part des chômeurs dans la population active. Il se calcule ainsi :
$$\text{Taux de chômage} = (\text{Chômeurs au sens du BIT} / \text{Population active}) \times 100$$

Document 2 : La stabilité du chômage en 2023

Au troisième trimestre 2023, le nombre de chômeurs au sens du BIT augmente de 64 000 par rapport au trimestre précédent, à 2,3 millions de personnes. Le taux de chômage augmente ainsi de 0,2 point, mais il demeure très proche de son plus bas niveau mesuré depuis le deuxième trimestre 1982 (7,1 %).

La population active en France s'élève à 30,9 millions de personnes.

Source : Insee, Informations rapides n° 285, 15 novembre 2023

3. Calculez le taux de chômage en France au 3ème trimestre 2023 au sens du BIT.

✓ **Correction :** $\text{Taux de chômage} = (2,3 / 30,9) \times 100 = 7,44 \% \approx 7,4 \%$

Document 3 : L'évolution du chômage depuis 1975

Depuis la crise des années 1970, le chômage est un sujet de préoccupation majeur dans les pays développés. En France, il y avait moins de 500 000 chômeurs au début des années 1970. La suite est connue : deux millions en 1981 et trois millions en 1993.

Depuis, le taux de chômage français n'est jamais redescendu en dessous de 7 % de la population active. Il fluctue autour de 8/9 % avec des pics supérieurs à 10 %. Les phases de diminution peuvent être importantes, comme entre 1997 et 2001, ou en 2007.

Malheureusement, à chaque fois, le chômage remonte... Toutefois, la baisse enregistrée depuis 2015 semble plus significative. Le taux de chômage en France est proche de son niveau le plus bas depuis 40 ans.

4. Comment le chômage a-t-il évolué depuis 1975 ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** Le chômage a fortement augmenté depuis 1975 (passage de moins de 500 000 chômeurs à plus de 3 millions en 1993). Il fluctue depuis autour de 8-9% avec des périodes de hausse et de baisse. Depuis 2015, on observe une tendance à la baisse.

5. Comment expliquer la hausse du chômage entre 2008 et 2015 ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** La hausse du chômage entre 2008 et 2015 s'explique par la crise économique mondiale de 2008 (crise des subprimes) qui a provoqué un ralentissement de l'activité économique et des destructions d'emplois.

 À RETENIR

- Un chômeur au sens du BIT doit remplir 3 conditions : être sans emploi, être disponible, rechercher activement un emploi.
- Le taux de chômage = $(\text{Nombre de chômeurs} / \text{Population active}) \times 100$
- Le chômage a fortement augmenté en France depuis les années 1970, fluctuant autour de 7-10%.
- La définition du BIT permet les comparaisons internationales.

 QCM DE FIN DE SÉANCE

1. Pour être considéré comme chômeur au sens du BIT, il faut :

- ☐ a) Être inscrit à France Travail
- ☐ b) **Remplir 3 conditions : sans emploi, disponible, recherche active ✓**
- ☐ c) Avoir travaillé moins de 10 heures par semaine
- ☐ d) Être âgé de moins de 60 ans

2. Le taux de chômage se calcule en divisant le nombre de chômeurs par :

- ☐ a) La population totale
- ☐ b) La population en âge de travailler
- ☐ c) **La population active ✓**
- ☐ d) Le nombre d'emplois

3. En France, le taux de chômage en 2023 est d'environ :

- ☐ a) 3 %
- ☐ b) **7,4 % ✓**
- ☐ c) 12 %

☐ d) 15 %

4. Le chômage de masse en France date :

☐ a) Des années 1950

☐ b) **Du milieu des années 1970 ✓**

☐ c) Des années 1990

☐ d) Des années 2000

5. Une personne qui travaille à temps partiel mais souhaite travailler plus est :

☐ a) Au chômage au sens du BIT

☐ b) En situation de plein-emploi

☐ c) **En situation de sous-emploi ✓**

☐ d) Inactive

SÉANCE 2

Définir les situations de plein-emploi et de sous-emploi

OBJECTIFS DE LA SÉANCE

- Comprendre la notion de plein-emploi et de chômage frictionnel
- Distinguer le sous-emploi et le halo du chômage
- Calculer et interpréter le taux d'emploi

ACTIVITÉ 1 : Le plein-emploi et le chômage frictionnel

Document 1 : Objectif « plein emploi », avec un taux de chômage à 5 % en 2027

L'objectif n'est pas anodin : il correspond au seuil du « plein-emploi », selon la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT). À ce stade, toute personne qui cherche un emploi en trouve un rapidement. Le chômage est alors, pour l'essentiel, réduit au chômage dit « frictionnel », soit un chômage incompressible, qui correspond au temps nécessaire pour trouver ou retrouver un emploi.

Selon le BIT, le taux frictionnel est généralement compris entre 3 et 6 %.

Source : www.pourleco.com, Yves Adaken, 27/09/23

DÉFINITION : Chômage frictionnel

Le chômage frictionnel est un chômage incompressible qui correspond aux périodes d'inactivité entre deux emplois ou au délai pour trouver un travail à la fin des études. Il est estimé entre 3 et 6 % de la population active.

1. Indiquez la signification du chômage frictionnel. À combien est-il estimé ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *Le chômage frictionnel est un chômage incompressible correspondant au temps nécessaire pour trouver un emploi (entre deux emplois ou en début de carrière). Il est estimé entre 3 et 6 % selon le BIT.*

2. Caractérisez une situation de plein-emploi dans un pays.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *Une situation de plein-emploi correspond à un état où le chômage se limite au chômage frictionnel (3-6%). Toutes les personnes qui souhaitent travailler trouvent rapidement un emploi.*

ACTIVITÉ 2 : Le halo du chômage et le sous-emploi

Document 2 : Le halo du chômage

La définition et la mesure du chômage sont complexes et extrêmement sensibles aux critères retenus. En effet, les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir (exemple d'un étudiant qui travaille quelques heures par semaine...).

Le Bureau international du travail (BIT) a cependant fourni une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi), ou avec l'inactivité : en effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (2 semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi.

Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage.

Source : Insee

Document 3 : Il existe aussi un sous-emploi

Ainsi, le chômage au sens strict est loin de résumer l'ensemble des problèmes qui se posent à celles et ceux qui voudraient travailler.

En moyenne en 2022, 4,4 % des personnes âgées de 15 à 64 ans appartiennent au halo autour du chômage. Ce halo touche particulièrement les femmes, les plus jeunes et les moins diplômés.

Il faut aussi prendre en compte les personnes qui ont un emploi à temps partiel, mais voudraient travailler plus, ce qu'on appelle le sous-emploi. L'Insee dénombrait moins de 1,3 millions de personnes dans ce cas fin 2022. Le sous-emploi concerne beaucoup plus les femmes que les hommes (6,5 % contre 2,8 %, en 2022).

Source : Insee, Emploi, chômage, revenus du travail, éd. 2023

DÉFINITION : Sous-emploi

Le sous-emploi désigne la situation des personnes qui ont un emploi à temps partiel mais qui souhaiteraient travailler davantage.

DÉFINITION : Halo du chômage

Le halo du chômage regroupe les personnes qui souhaitent travailler mais qui ne sont pas comptabilisées comme chômeurs car elles ne répondent pas aux trois critères du BIT (non disponibles ou ne recherchant pas activement).

3. Distinguez la situation des personnes en sous-emploi et celles appartenant au halo du chômage. Quelles sont les personnes les plus touchées ?

.....

.....

.....

.....

✓ **Correction** : Le sous-emploi concerne des personnes ayant un emploi à temps partiel mais voulant travailler plus. Le halo regroupe des personnes sans emploi mais non comptées comme chômeurs (pas disponibles ou ne cherchent pas activement). Les femmes, les jeunes et les moins diplômés sont les plus touchés.

4. D'après le document 3, totalisez le nombre de personnes insatisfaites de leur situation vis-à-vis de l'emploi fin 2022.

✓ **Correction** : Chômeurs (environ 2,2 millions) + halo du chômage (environ 1,9 million) + sous-emploi (1,3 million) = environ 5,4 millions de personnes insatisfaites de leur situation vis-à-vis de l'emploi.

ACTIVITÉ 3 : Le taux d'emploi

Document 4 : Taux d'emploi : le potentiel productif d'un pays

Avec un taux de 7,4 % fin 2023, le chômage est donc revenu à un de ses niveaux les plus bas. Bonne nouvelle, mais le taux de chômage ne suffit pas pour analyser la situation de l'emploi, il faut aussi regarder le taux d'emploi, qui mesure la population (en âge de travailler) qui travaille : celle qui crée de la richesse, paie des impôts et des cotisations.

Or, la France, avec son taux d'emploi à 68 %, est moins bien placée que d'autres pays européens comme l'Allemagne (78 %) et les Pays-Bas (plus de 80 %).

Selon Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des finances, « si nous avions un taux d'emploi équivalent à celui de l'Allemagne, nous n'aurions plus de problème de déficit, notre dette se réduirait beaucoup plus rapidement et nous n'aurions globalement plus de problème de finances publiques ».

Taux d'emploi = Nombre d'individus ayant un emploi / Nombre total d'individus en âge de travailler

DÉFINITION : Taux d'emploi

Le taux d'emploi mesure la part des personnes en âge de travailler qui occupent effectivement un emploi. Taux d'emploi = (Personnes ayant un emploi / Population en âge de travailler) × 100

5. Indiquez l'autre indicateur mesurant la situation de l'emploi. Que signifie-t-il ?

✓ **Correction** : Le taux d'emploi est l'autre indicateur. Il mesure la part de la population en âge de travailler qui occupe effectivement un emploi. Un taux élevé signifie que davantage de personnes travaillent et contribuent à l'économie.

6. Comparez la situation de l'Allemagne et de la France.

✓ **Correction :** L'Allemagne a un taux de chômage plus faible (environ 3%) et un taux d'emploi plus élevé (78%) que la France (7,4% de chômage et 68% de taux d'emploi). L'Allemagne utilise donc mieux son potentiel de main-d'œuvre.

7. Expliquez en quoi le taux de chômage est un indicateur insuffisant pour caractériser la situation du marché du travail en France.

✓ **Correction :** Le taux de chômage est insuffisant car il ne prend pas en compte : le sous-emploi, le halo du chômage, la qualité des emplois, et il ne mesure pas la part de la population qui travaille réellement (taux d'emploi). Un faible taux de chômage peut masquer beaucoup d'inactifs ou de sous-emploi.

À RETENIR

- Le plein-emploi correspond à une situation où le chômage se limite au chômage frictionnel (3-6%).
- Le sous-emploi concerne les personnes travaillant à temps partiel mais souhaitant travailler plus.
- Le halo du chômage regroupe les personnes voulant travailler mais non comptées comme chômeurs.
- Le taux d'emploi mesure la part de la population en âge de travailler qui a effectivement un emploi.
- Le taux de chômage seul est insuffisant pour analyser la situation du marché du travail.

QCM DE FIN DE SÉANCE

1. Le chômage frictionnel est estimé entre :

- ☐ a) 0 et 2 %
- ☒ b) **3 et 6 % ✓**
- ☐ c) 8 et 10 %
- ☐ d) 10 et 15 %

2. Une situation de plein-emploi signifie que :

- ☐ a) Le taux de chômage est nul
- ☒ b) **Le chômage se limite au chômage frictionnel ✓**
- ☐ c) Tout le monde travaille à temps plein
- ☐ d) Il n'y a plus de demandeurs d'emploi

3. Le sous-emploi concerne les personnes qui :

- ☐ a) N'ont pas d'emploi
- ☒ b) **Travaillent à temps partiel et veulent travailler plus ✓**

- ☐ c) Gagnent moins que le SMIC
- ☐ d) Sont en formation

4. Le taux d'emploi en France est d'environ :

- ☐ a) 50 %
- ☐ b) **68 % ✓**
- ☐ c) 80 %
- ☐ d) 90 %

5. Le halo du chômage regroupe des personnes qui :

- ☐ a) Sont chômeurs au sens du BIT
- ☐ b) **Veulent travailler mais ne remplissent pas les 3 critères du BIT ✓**
- ☐ c) Ont un emploi stable
- ☐ d) Sont retraitées

SÉANCE 3

Définir les différentes formes de chômage

OBJECTIFS DE LA SÉANCE

- Distinguer les trois formes de chômage : frictionnel, conjoncturel et structurel
- Comprendre les causes du chômage conjoncturel (Keynes)
- Identifier les causes du chômage structurel

ACTIVITÉ 1 : Les différentes formes de chômage

Document 1 : La diversité des formes de chômage

La situation des chômeurs est très différente suivant le type de chômage qui les touche.

CHÔMAGE FRICTIONNEL : Résulte de la période de prospection entre deux emplois.

CHÔMAGE CONJONCTUREL : Résulte d'un ralentissement temporaire de l'activité économique et/ou des fluctuations de la demande.

CHÔMAGE STRUCTUREL : Chômage de long terme qui résulte des mutations de l'économie provoquant une inadéquation entre l'offre et la demande de travail.

Chômage frictionnel	Chômage conjoncturel	Chômage structurel
Court terme	Temporaire	Long terme

1. À quelle forme de chômage correspond le chômage lié à un ralentissement de l'activité économique ?

✓ **Correction :** Il s'agit du chômage conjoncturel, qui est lié à la conjoncture économique (ralentissement temporaire de l'activité).

ACTIVITÉ 2 : Le chômage conjoncturel selon Keynes

Document 2 : L'insuffisance de la demande globale, cause du chômage conjoncturel

S'il n'y a pas de contrainte de débouchés, les entreprises produisent tant qu'elles peuvent embaucher. Il ne devrait donc pas y avoir de problème. Mais Keynes explique que, si les perspectives de demande sont mauvaises, l'investissement est faible. La production l'est donc aussi, et l'emploi par voie de conséquence.

Pour parvenir à cette conclusion, Keynes part de l'hypothèse que le niveau de l'emploi dépend de la demande de biens adressée aux entreprises. Celles-ci n'embauchent que si elles envisagent de produire davantage.

Source : Arnaud Parienty, Alternatives économiques n° 317

2. Quelle est l'explication du chômage selon Keynes ?

✓ Correction : Selon Keynes, le chômage s'explique par une insuffisance de la demande globale adressée aux entreprises. Si la demande est faible, les entreprises produisent moins et donc embauchent moins, ce qui crée du chômage.

3. En quoi la demande des entreprises affecte-t-elle l'emploi ?

✓ Correction : Si les entreprises anticipent une faible demande pour leurs produits, elles réduisent leur production et leurs investissements. Elles n'embauchent donc pas, voire licencient. À l'inverse, une forte demande les pousse à produire plus et à embaucher.

ACTIVITÉ 3 : Le chômage structurel

Document 3 : L'inadéquation entre l'offre et la demande de travail

L'origine du chômage structurel est associée soit à l'ouverture des économies, soit à des chocs technologiques, les deux phénomènes entraînant une déformation de la demande de travail des entreprises.

Dans le premier cas, la concurrence des pays à bas salaires entraîne la fermeture d'entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée dans les pays industrialisés.

Dans le second cas, des secteurs nouveaux se développent, tandis que d'autres régressent. Les secteurs en déclin licencient, mais les travailleurs en excès dans ces secteurs n'ont pas les compétences requises pour être embauchés dans les secteurs en expansion.

Source : Cahiers Français « Comprendre l'économie », Documentation française

Document 4 : Coût du travail et emploi

Dans le contexte de la mondialisation, le niveau du coût du travail est un facteur déterminant, car il a une influence sur la compétitivité des entreprises.

Un coût du travail élevé est considéré par certains économistes comme un facteur explicatif du chômage, en particulier pour les emplois peu ou pas qualifiés. Dans ce cas, celui-ci peut en effet devenir un handicap pour l'entreprise, car la productivité de ce type d'employé est faible.

Le coût du travail peut inciter l'entreprise à limiter les embauches, à délocaliser ses usines dans des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher ou à faire le choix de la robotisation contre l'emploi.

Coût horaire du travail en € (2023) : Espagne 23,8 - Italie 28,9 - Zone euro 35,6 - Pays-Bas 41,6 - Allemagne 42,5 - France 42,8 - Belgique 46,1

Source : DILA, vie-publique.fr

4. Identifiez les deux causes principales du chômage structurel. En quoi affectent-elles la demande des entreprises ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** Les deux causes sont : 1) L'ouverture des économies et la concurrence internationale (délocalisation vers des pays à bas salaires) ; 2) Les chocs technologiques (nouvelles compétences requises). Elles réduisent la demande de travail peu qualifié et créent une inadéquation entre offre et demande.

5. Que signifie l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail ? Illustrez par un exemple.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** L'inadéquation signifie que les compétences offertes par les travailleurs ne correspondent pas aux compétences demandées par les entreprises. Exemple : un ouvrier textile licencié n'a pas les compétences pour travailler dans le numérique, même si ce secteur recrute.

6. Repérez la position de la France en termes de coût du travail en Europe.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** La France a un coût du travail élevé en Europe : 42,8 €/heure, légèrement inférieur à la Belgique (46,1 €) mais supérieur à l'Allemagne (42,5 €), aux Pays-Bas (41,6 €) et bien au-dessus de l'Espagne (23,8 €) et l'Italie (28,9 €).

7. Montrez que le coût élevé du travail en France peut être une cause du chômage structurel.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** Le coût élevé du travail peut inciter les entreprises à : limiter les embauches, délocaliser la production vers des pays moins chers, ou remplacer les travailleurs par des machines (robotisation). Cela réduit durablement la demande de travail peu qualifié.

ACTIVITÉ 4 : Application : identifier les formes de chômage

Rattachez les situations suivantes aux formes de chômage correspondantes. Justifiez vos réponses.

a) Paul a été licencié par son entreprise qui se trouve en redressement judiciaire suite à une baisse de l'activité de plus de 30 % en 2 ans.

✓ **Correction :** *Chômage conjoncturel. L'entreprise a licencié suite à une baisse d'activité (ralentissement économique).*

b) Lamyae vient d'obtenir son master en sciences sociales, elle espère trouver rapidement son premier emploi.

✓ **Correction :** *Chômage frictionnel. C'est le temps normal de recherche pour un premier emploi après les études.*

c) Étienne, 53 ans, a démissionné il y a plus d'un an de son emploi d'agent de voyage pour suivre son épouse en région parisienne. Il ne trouve pas d'emploi dans ce secteur qui a profondément évolué avec le développement des sites de voyage en ligne.

✓ **Correction :** *Chômage structurel. Les mutations technologiques (internet) ont transformé le secteur. Ses compétences ne correspondent plus aux nouveaux besoins du marché.*

À RETENIR

- Le chômage frictionnel est le temps de recherche normal entre deux emplois (3-6%).
- Le chômage conjoncturel est causé par un ralentissement temporaire de l'activité économique.
- Selon Keynes, une insuffisance de la demande globale cause le chômage conjoncturel.
- Le chômage structurel résulte d'une inadéquation durable entre l'offre et la demande de travail.
- Les causes du chômage structurel : ouverture internationale, chocs technologiques, coût du travail élevé.

QCM DE FIN DE SÉANCE

1. Le chômage conjoncturel est causé par :

- ☐ a) Une inadéquation des compétences
- ☒ b) **Un ralentissement temporaire de l'activité économique ✓**
- ☐ c) Le temps de recherche entre deux emplois
- ☐ d) Le coût élevé du travail

2. Selon Keynes, le chômage s'explique par :

- ☐ a) Un coût du travail trop élevé
- ☒ b) **Une insuffisance de la demande globale ✓**

- ☐ c) Un manque de formation des travailleurs
- ☐ d) La concurrence internationale

3. Le chômage structurel est un chômage :

- ☐ a) De courte durée
- ☐ b) Lié à la conjoncture
- ☐ c) **De long terme dû à des déséquilibres durables ✓**
- ☐ d) Incompressible

4. L'inadéquation entre l'offre et la demande de travail signifie que :

- ☐ a) Il y a trop de demandeurs d'emploi
- ☐ b) **Les compétences des travailleurs ne correspondent pas aux besoins des entreprises ✓**
- ☐ c) Les salaires sont trop bas
- ☐ d) Le taux de chômage est trop élevé

SÉANCE 4

Identifier les politiques de lutte contre le chômage structurel

🎯 OBJECTIFS DE LA SÉANCE

- Distinguer les politiques actives et les politiques passives de l'emploi
- Comprendre le rôle de France Travail
- Identifier les mesures de lutte contre le chômage structurel

ACTIVITÉ 1 : Les deux types de politiques de l'emploi

📄 Document 1 : Deux grands types de politiques de l'emploi

Pour lutter contre le chômage structurel, on distingue deux types de politiques de l'emploi :

– Les **POLITIQUES ACTIVES** de l'emploi ou « politiques d'activation » sont axées sur le retour à l'emploi. En agissant sur l'offre de travail, elles doivent développer des incitations au retour à l'emploi et un meilleur accès à l'emploi en augmentant l'employabilité des demandeurs d'emploi (par la formation), en les aidant à trouver un emploi approprié (aide à la recherche d'emploi) et en améliorant les débouchés offerts aux demandeurs d'emploi (subventions, emplois aidés, conseils aux entreprises).

Certaines de ces politiques sont « ciblées » sur les personnes les plus éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, jeunes, faibles qualifications, etc.).

– Les **POLITIQUES PASSIVES** de l'emploi ciblent la réduction des conséquences négatives du chômage sur la population. Il s'agira principalement de compenser la perte de revenus (indemnisation du chômage) ou de permettre aux individus qui le souhaitent de se retirer de la vie active (avancement de l'âge de la retraite).

POLITIQUES ACTIVES	POLITIQUES PASSIVES
Objectif : favoriser le retour à l'emploi	Objectif : réduire les conséquences du chômage
Exemples : • Formation professionnelle • Aide à la recherche d'emploi • Emplois aidés • Contrats d'apprentissage	Exemples : • Indemnisation du chômage • Retraite anticipée

📄 Document 2 : France Travail : assurer l'adéquation entre l'offre et la demande

France Travail (devenu France Travail en remplacement de Pôle emploi le 1er janvier 2024) est le service public de l'emploi en France. Notre rôle ? D'une part, indemniser les demandeurs

d'emploi et les accompagner vers le retour à l'emploi ; et d'autre part, guider les entreprises dans leurs recrutements.

C'est la mission que portent nos 59 000 agents, mobilisés au quotidien.

Source : pole-emploi.org

1. Parmi les missions de France Travail, distinguez celles qui relèvent de politiques actives et de politiques passives.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *Politiques actives : accompagner les demandeurs d'emploi vers le retour à l'emploi, guider les entreprises dans leurs recrutements. Politiques passives : indemniser les demandeurs d'emploi.*

ACTIVITÉ 2 : L'indemnisation du chômage

Document 3 : L'indemnisation du chômage

L'assurance chômage est une assurance obligatoire à laquelle cotisent tous les employeurs du privé ainsi que certains du public, pour protéger leurs salariés lorsqu'ils perdent leur emploi.

Ces cotisations représentent 4,05 % du salaire brut, à la charge de l'employeur. L'État participe également au financement de l'Assurance chômage.

Grâce à ces ressources, les salariés qui perdent leur emploi de façon involontaire peuvent toucher un revenu sous forme d'allocation, à condition d'avoir travaillé assez longtemps (au moins 6 mois au cours des 24 derniers mois).

Cette allocation représente en moyenne 71 % de l'ancien salaire net. Elle peut durer jusqu'à 2 ans (3 ans pour les plus de 55 ans).

Note : la réforme de l'assurance chômage intervenue le 1er février 2023 a durci les conditions d'indemnisation.

Source : unedic.org

2. Indiquez comment est financée l'assurance chômage. Les employeurs peuvent-ils s'y soustraire ?

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *L'assurance chômage est financée par les cotisations patronales (4,05% du salaire brut) et par l'État. Non, les employeurs ne peuvent pas s'y soustraire car c'est une assurance obligatoire.*

3. Indiquez les conditions à remplir pour percevoir des indemnités de chômage.

.....

✓ **Correction** : Pour percevoir des indemnités, il faut : avoir perdu son emploi de façon involontaire (licenciement, fin de CDD...) et avoir travaillé au moins 6 mois au cours des 24 derniers mois.

ACTIVITÉ 3 : La formation professionnelle et l'apprentissage

Situation

En trois ans, le taux de chômage des 15-24 ans en France a chuté de cinq points, de 21,7 % à 16,7 %. Une amélioration exceptionnelle liée à l'explosion de l'apprentissage : depuis 2019, des aides à l'embauche de jeunes en contrat d'apprentissage ont été accordées aux employeurs (en 2023 : 6 000 €, versés en une fois, pour les contrats conclus à compter du 1er janvier 2023).

Objectifs : insertion des jeunes et adaptation des compétences aux besoins du marché.

Document 4 : Formation professionnelle : obligations des employeurs et droits des salariés

En matière de formation professionnelle, l'employeur a plusieurs obligations à l'égard des salariés qu'il emploie, notamment : la participation au financement de la formation (article L. 6321-1 du Code du travail), l'adaptation du salarié à l'évolution de son emploi (articles L. 6321-2 à L. 6321-8) et l'entretien professionnel bisannuel (article L. 6315-1).

Source : Code du travail

4. Quel type de politique de l'emploi est mis en œuvre avec les aides à l'embauche de jeunes en contrat d'apprentissage ? En quoi peut-on dire que c'est une politique « ciblée » ?

✓ **Correction** : C'est une politique active de l'emploi. Elle est « ciblée » car elle vise spécifiquement les jeunes, qui sont parmi les personnes les plus éloignées de l'emploi (taux de chômage élevé chez les 15-24 ans).

5. En quoi peut-on dire que la formation professionnelle est une obligation pour l'employeur et un droit pour le salarié ?

✓ **Correction** : C'est une obligation pour l'employeur car il doit participer au financement de la formation et adapter le salarié à l'évolution de son emploi (Code du travail). C'est un droit pour le salarié car il peut bénéficier de formations et d'un entretien professionnel bisannuel.

ACTIVITÉ 4 : Application : classer les mesures

Distinguez, parmi les mesures suivantes, celles qui relèvent des politiques actives ou des politiques passives de l'emploi, en justifiant vos réponses.

a) La prime d'activité, mise en place le 1er janvier 2016, a pour objet de rendre la reprise d'emploi plus rémunératrice pour les individus bénéficiant déjà de différentes aides et qui ne sont pas incités à travailler pour un salaire à peine supérieur.

✓ **Correction :** *Politique ACTIVE car elle incite au retour à l'emploi en rendant le travail plus attractif financièrement.*

b) La réforme de l'assurance chômage applicable depuis le 1er février 2023 modifie les droits à indemnisation.

✓ **Correction :** *Politique PASSIVE car elle concerne l'indemnisation du chômage (compensation de la perte de revenu).*

c) Les parcours emploi compétences (PEC), mis en œuvre depuis 2018, sont destinés aux publics les plus éloignés du marché du travail et reposent sur un triptyque emploi-formation-accompagnement continu par France Travail.

✓ **Correction :** *Politique ACTIVE car elle vise le retour à l'emploi par la formation et l'accompagnement (politique ciblée).*

d) Depuis le 1er mars 2022, le Contrat d'Engagement Jeune permet aux 16-25 ans s'engageant dans un parcours de formation intensif de recevoir jusqu'à 528 €/mois.

✓ **Correction :** *Politique ACTIVE car elle favorise l'insertion professionnelle des jeunes par la formation (politique ciblée sur les jeunes).*

À RETENIR

- Les politiques actives visent le retour à l'emploi : formation, aide à la recherche, emplois aidés.
- Les politiques passives compensent les conséquences du chômage : indemnisation, retraite anticipée.
- France Travail assure l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises.
- L'assurance chômage est financée par les cotisations patronales (4,05%) et l'État.
- La formation professionnelle et l'apprentissage sont des leviers clés des politiques actives.

QCM DE FIN DE SÉANCE

1. Les politiques actives de l'emploi visent à :

- ☐ a) Compenser la perte de revenus des chômeurs
- ☐ b) **Favoriser le retour à l'emploi ✓**
- ☐ c) Financer les retraites anticipées
- ☐ d) Augmenter les indemnités chômage

2. L'indemnisation du chômage est une politique :

- ☐ a) Active
- ☐ b) **Passive ✓**
- ☐ c) Conjoncturelle
- ☐ d) Structurelle

3. Le financement de l'assurance chômage est assuré par :

- ☐ a) Les salariés uniquement
- ☐ b) L'État uniquement
- ☐ c) **Les cotisations patronales et l'État ✓**
- ☐ d) Les impôts sur le revenu

4. Une politique de l'emploi « ciblée » signifie qu'elle :

- ☐ a) Concerne tous les demandeurs d'emploi
- ☐ b) **Vise des publics spécifiques (jeunes, chômeurs longue durée...) ✓**
- ☐ c) Est limitée dans le temps
- ☐ d) Est financée par les régions

5. L'apprentissage est un exemple de :

- ☐ a) Politique passive
- ☐ b) **Politique active de formation ✓**
- ☐ c) Indemnisation du chômage
- ☐ d) Retraite anticipée

**SÉANCE
5****Identifier les politiques de lutte contre le chômage
conjoncturel****🎯 OBJECTIFS DE LA SÉANCE**

- Comprendre les politiques de relance par la demande
- Distinguer politique budgétaire et politique monétaire expansionnistes
- Analyser l'efficacité des allègements de charges sociales

ACTIVITÉ 1 : Les politiques de relance par la demande**📄 Document 1 : Les politiques de relance par la demande****POLITIQUE BUDGÉTAIRE EXPANSIONNISTE :**

- Augmentation du revenu disponible
- Augmentation de la demande publique

POLITIQUE MONÉTAIRE EXPANSIONNISTE :

- Baisse des taux d'intérêt
- Augmentation du crédit disponible

Ces deux politiques conduisent à :

Augmentation de la demande intérieure → Hausse de la production → Augmentation de l'emploi
→ Réduction du chômage

Source : J. Généreux, *Introduction à la politique économique*, Éd. du Seuil

Politique budgétaire	Politique monétaire
• Baisse des impôts • Hausse des dépenses publiques • Subventions aux entreprises • Investissements publics	• Baisse des taux directeurs • Crédit moins cher • Stimulation de l'investissement • Stimulation de la consommation

1. Rappelez le lien entre la croissance et l'emploi.

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *La croissance économique (hausse de la production) entraîne une augmentation de l'emploi car les entreprises ont besoin de plus de main-d'œuvre pour produire davantage. Inversement, un ralentissement de la croissance provoque du chômage.*

2. Par quel mécanisme une politique monétaire expansionniste favorise-t-elle la croissance et l'emploi ?

.....

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *La politique monétaire expansionniste abaisse les taux d'intérêt, ce qui rend le crédit moins cher. Les ménages consomment plus (crédit à la consommation) et les entreprises investissent plus (crédit d'investissement). Cela augmente la demande, donc la production et l'emploi.*

ACTIVITÉ 2 : La relance budgétaire face à la crise

Document 2 : La relance budgétaire, l'outil le plus efficace après la crise de la Covid-19

Le plan colossal d'aides déployées pendant la crise sanitaire pour soutenir les entreprises, puis les ménages depuis, a limité l'impact de la pandémie sur le marché du travail : 8,4 millions de salariés ont bénéficié du dispositif de chômage partiel en 2020, les entreprises ont bénéficié de mesures d'aide pour 240 milliards d'euros (un tiers de subventions et deux tiers de prêts), le bouclier tarifaire et des aides au pouvoir d'achat ont été mises en œuvre en 2022 et 2023...

Toutes ces mesures ont sauvé des entreprises de la faillite (et même donné à certaines entreprises la trésorerie pour recruter) et ont soutenu la demande.

De même, le plan « France relance », avec 100 milliards d'euros d'investissements sur deux ans dans la transformation énergétique ou le numérique, a favorisé le rebond de la confiance dans l'activité, et ainsi la reprise de l'investissement et de la consommation.

La relance budgétaire est apparue la seule voie pour redynamiser l'économie en 2021 après le marasme de la crise sanitaire.

3. Donnez un exemple de mesure budgétaire de relance par la demande et expliquez par quels mécanismes elle a des effets sur l'emploi.

.....

.....

.....

.....

✓ **Correction :** *Exemple : le bouclier tarifaire ou les aides au pouvoir d'achat. Ces mesures augmentent le revenu disponible des ménages, qui consomment davantage. Les entreprises produisent plus pour répondre à cette demande et embauchent, ce qui réduit le chômage.*

4. Relevez les mesures qui font partie des politiques de relance par la demande. Expliquez leurs effets sur l'emploi.

.....

✓ **Correction :** Mesures : chômage partiel (maintien des revenus), aides aux entreprises (maintien de l'activité), bouclier tarifaire (pouvoir d'achat), plan France Relance (investissements publics). Effets : maintien de la demande et de l'activité économique, évitement des faillites et des licenciements, puis reprise de l'emploi.

ACTIVITÉ 3 : Les allègements de charges sociales

Document 3 : La baisse des cotisations sociales est-elle efficace pour relancer l'emploi ?

Depuis les années 1990, les politiques d'allègements de cotisations sociales ciblées sur les bas salaires absorbent une part croissante de la dépense pour l'emploi.

Ces allègements cherchent à augmenter l'offre d'emploi pour des travailleurs payés au voisinage du SMIC en réduisant le coût salarial. Les allègements sont ciblés sur les bas et moyens salaires et prennent la forme de réductions de cotisations patronales.

Les allègements concernent les cotisations (maladie, retraite, etc.) que paient les employeurs. Pour un salarié au Smic, l'employeur ne paie quasiment plus de cotisations. Les allègements sont ensuite dégressifs jusqu'à 3,5 Smic.

Ils ont un coût considérable pour l'État (74 milliards en 2022). Toutes les études montrent que ces allègements sont créateurs d'emplois quand ils portent sur les bas salaires, notamment jusqu'à 1,6 Smic. Mais inefficaces sur les salaires plus élevés, entre 2,5 et 3,5 Smic.

Sources : Denis Anne et Yannick L'Horty ; www.ouest-france.fr, Jacques Sayagh, 24 octobre 2023

Situation : les emplois francs

Antony Dao Njam vient d'ouvrir un restaurant à Aulnay-sous-Bois. Pour recruter son équipe, il a fait appel à Pôle emploi et a bénéficié du dispositif des emplois francs créé en 2018 : « J'ai embauché quatre personnes issues de quartiers prioritaires en CDI emplois francs. Au départ, je voulais recruter quatre CDD pour éviter de prendre trop de risque. Et puis, j'ai découvert que les aides à l'embauche d'emplois francs se montent à 5 000 € par personne et par an pendant 3 ans, ce qui minimise le risque. Ces aides m'ont permis de rester dans les limites de mon business plan tout en recrutant un chef cuisinier de bon niveau qui demandait un salaire un peu plus élevé que ce que j'avais prévu. »

Source : Pole-emploi.fr

5. Rappelez les composantes du coût du travail. Pourquoi le dispositif des emplois francs a-t-il permis à Antony Dao Njam de démarrer son activité ?

✓ **Correction :** Le coût du travail = salaire net + cotisations sociales (salariales et patronales). Le dispositif des emplois francs a réduit le coût du travail grâce à une aide de 5 000 €/an pendant 3 ans, permettant à Antony d'embaucher en CDI et de recruter un chef qualifié tout en respectant son budget.

6. Quels sont les objectifs des allègements de charges sociales ? Quels emplois ciblent-ils en priorité ?

✓ **Correction :** Objectifs : réduire le coût du travail pour inciter les entreprises à embaucher et augmenter l'offre d'emploi. Ils ciblent en priorité les emplois à bas salaires (jusqu'à 1,6 Smic) car c'est là qu'ils sont les plus efficaces pour créer des emplois.

7. Exposez les limites de ce type de politique.

✓ **Correction :** Limites : coût très élevé pour l'État (74 milliards en 2022), effets d'aubaine possibles (embauches qui auraient eu lieu de toute façon), inefficacité sur les salaires plus élevés (2,5-3,5 Smic), effet sur la protection sociale (moins de cotisations = moins de recettes).

À RETENIR

- La politique budgétaire expansionniste stimule la demande (baisse d'impôts, dépenses publiques).
- La politique monétaire expansionniste baisse les taux d'intérêt pour favoriser crédit et investissement.
- Ces politiques de relance visent à lutter contre le chômage conjoncturel.
- Les allègements de charges réduisent le coût du travail pour favoriser l'embauche.
- Ces allègements sont efficaces sur les bas salaires mais coûteux pour l'État.

QCM DE FIN DE SÉANCE

1. Une politique budgétaire expansionniste consiste à :

- ☐ a) Augmenter les impôts
- ☐ b) Réduire les dépenses publiques
- ☐ c) **Augmenter les dépenses publiques et/ou baisser les impôts ✓**
- ☐ d) Augmenter les taux d'intérêt

2. Une politique monétaire expansionniste agit sur l'emploi en :

- ☐ a) Augmentant les impôts
- ☐ b) **Baissant les taux d'intérêt pour stimuler le crédit ✓**
- ☐ c) Réduisant les dépenses publiques
- ☐ d) Augmentant les cotisations sociales

3. Les politiques de relance par la demande visent à lutter contre :

- ☐ a) Le chômage frictionnel
- ☐ b) Le chômage structurel
- ☐ c) **Le chômage conjoncturel ✓**
- ☐ d) Le sous-emploi

4. Les allègements de charges sociales sont les plus efficaces sur :

- ☐ a) Les hauts salaires
- ☐ b) **Les bas salaires (jusqu'à 1,6 Smic) ✓**
- ☐ c) Tous les niveaux de salaires
- ☐ d) Les cadres supérieurs

5. Le plan « France Relance » de 100 milliards d'euros est un exemple de :

- ☐ a) Politique monétaire
- ☐ b) **Politique budgétaire expansionniste ✓**
- ☐ c) Politique d'allègement de charges
- ☐ d) Politique passive de l'emploi

SYNTHÈSE DU CHAPITRE 6

1. Le chômage et sa mesure

- Un chômeur (BIT) : sans emploi + disponible + recherche active
- Taux de chômage = $\text{Chômeurs} / \text{Population active} \times 100$
- France 2023 : environ 7,4 % (proche du plus bas historique)

2. Plein-emploi et sous-emploi

- Plein-emploi : chômage limité au chômage frictionnel (3-6 %)
- Sous-emploi : temps partiel subi
- Halo du chômage : personnes voulant travailler mais non comptées
- Taux d'emploi : part de la population en âge de travailler ayant un emploi

3. Les formes de chômage

- Chômage frictionnel : temps de recherche entre deux emplois
- Chômage conjoncturel : lié au ralentissement de l'activité (Keynes : insuffisance de la demande)
- Chômage structurel : inadéquation offre/demande de travail, coût du travail élevé

4. Les politiques de lutte contre le chômage structurel

- Politiques actives : formation, aide à l'emploi, emplois aidés, apprentissage
- Politiques passives : indemnisation du chômage, retraite anticipée
- France Travail : accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises

5. Les politiques de lutte contre le chômage conjoncturel

- Politique budgétaire expansionniste : hausse des dépenses, baisse des impôts
- Politique monétaire expansionniste : baisse des taux d'intérêt
- Allègements de charges : réduction du coût du travail sur les bas salaires

NOTIONS CLÉS À RETENIR

Chômage au sens du BIT • Taux de chômage • Taux d'emploi • Population active • Plein-emploi • Chômage frictionnel • Sous-emploi • Halo du chômage • Chômage conjoncturel • Chômage structurel • Politiques actives • Politiques passives • Politique budgétaire • Politique monétaire • Allègements de charges